



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

SERVICES D'ASSURANCES POUR L'ENSAM CL25.42-2

LOT N°2

ASSURANCE « TOUS RISQUES CHANTIER ET RESPONSABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE » APPLICABLE A L'OPERATION DE CONSTRUCTION SUIVANTE

TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA RESIDENCE UNIVERSITAIRE A CLUNY

PROCEDURE ADAPTEE

Selon les articles L. 2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7
du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

Les dispositions concernant le LOT N°2

Assurance « **TOUS RISQUES CHANTIER** » sont présentées de la façon suivante :

- **RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION DE CONSTRUCTION**
- **CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES**
- **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**
- **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**
- **ACTE D'ENGAGEMENT**

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION DE CONSTRUCTION

Les renseignements ci-après ne peuvent être considérés comme constituant une liste exhaustive des différents éléments constituant l'opération de construction. Ils représentent une base générale d'informations permettant d'apprécier les caractéristiques de l'opération de construction dans ses grandes lignes. Les assureurs conservent la faculté d'obtenir tous renseignements complémentaires qui leur sembleraient utiles.

1-MAITRISE D'OUVRAGE :

↳ Désignation - adresse :

ENSAM
151 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75013 PARIS

↳ Qualité : l'Etat est propriétaire – l'ENSAM est affectataire

Le maître d'ouvrage ne participe pas à l'opération de construction

2-EFFET ET DUREE DES TRAVAUX :

↳ Permis de construire N° PC : Il s'agit d'une autorisation de modifier un ERP N° AT 71137 24 S0005
Délivrée le 28/11/2024
Par Madame le Maire de CLUNY

↳ Date de la DOC (Date réglementaire d'ouverture de chantier) : pas encore fixée

↳ Date de début des travaux : Réunion de démarrage planifiée au lundi 7/04/2025

↳ Planning de l'opération : planning OPC joint

↳ Date prévue d'achèvement des travaux : Initialement prévue pour rentrée 2026 – 4^e trimestre 2026

3-INTERVENANTS A L'OPERATION DE CONSTRUCTION :

La MOA est assurée par l'ENSAM

MAITRISE D'ŒUVRE

Désignation – adresse :

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le cabinet 2BDM, M. l'Architecte en Chef des Monuments Historiques – M. Frédéric Didier et le BET PROJELEC.

2BDM : 60-62 RUE D'HAUTEVILLE 75010 PARIS

PROJELEC : 14 RUE TILLADET 71003 MACON

Description des missions :

- AVP
- PRO-DCE
- ACT
- VISA
- DET
- SYN
- CSSI
- AOR

CONTROLE TECHNIQUE

Désignation – adresse :

ALPES CONTROLES

THIERRY CECILLON

12 RUE ALFRED KASTLER

71 100 CHALON SUR SAONE

Description des missions :

L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
S	Sécurité des personnes dans les constructions
SEI	Sécurité dans les immeubles recevant du public ERP
LE	Solidité des existants
HAND + Att	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

MISSION SPS (Sécurité et protection de la santé)

Désignation – adresse :

BUREAU VERITAS

STEPHANE CHATEAU

4 RUE GABRIEL LIPPMAN

71100 CHALON SUR SAONE

Description des missions :

Mission réglementaire de CSPS

↳ **BET SSI** (Systèmes de sécurité incendie)

Désignation – adresse :

Intégrée dans mission MOE :

PROJELEC

14 RUE TILLADET

71003 MACON

4- MONTANT DE L'OPERATION :

↳ Coût prévisionnel des travaux : 2 801 726 € TTC (TVA à 10%) Pour la tranche ferme

Mais il n'est pas possible d'indiquer dès à présent les tranches optionnelles qui seront affermies : il faudra prévoir un ajustement de l'assiette en cours de chantier ou à la fin.

↳ Honoraires

▪ Pilotage OPC :	47 400 € TTC
▪ Architecte :	332 378 € TTC
▪ Bureaux d'études :	45 960 € TTC
<i>(TVA MOE archi et BE actuellement à 20% mais va être abaissé à 10% suite à la notification des marchés travaux)</i>	
▪ Contrôleur technique	17 341 € TTC
▪ Mission SSI	intégrée dans MOE BE
▪ Mission SPS	13 440 € TTC

↳ Coût total prévisionnel de l'opération : *Actuellement* 3 258 245 € TTC

Travaux hors assiette à déduire :

Lot demolition	92 091 € TTC
Lot mobilier	60 461 € TTC

↳ **Coût assiette de l'opération : *Actuellement* 3 105 693 € TTC**

5-DESCRIPTION DE L'OPERATION :

- ↳ Description sommaire de la construction à assurer :
Restructuration de la résidence universitaire située dans l'Abbaye de Cluny : aile Nord et bâtiment annexe.
- ↳ Adresse :
CAMPUS ENSAM
RUE PORTE DE PARIS
71250 CLUNY
- ↳ L'ouvrage n'est pas susceptible de faire l'objet d'un transfert de propriété au cours des 10 années suivant sa réception
- ↳ Désignation : Habitat collectif
- ↳ Superficie au sol : surface impactée par le projet 1 188 m² intérieur (aile nord et annexe R+1 et R+2)
- ↳ Etude de sol : NON
- ↳ Zone inondable : NON
- ↳ Présence d'eau dans le sol (remontées de nappes...) : NON
- ↳ Terrain en pente : NON
- ↳ Il s'agit de travaux sur existants
- ↳ **Description sommaire des travaux sur existants :**
Restructuration de la résidence universitaire située dans l'Abbaye de Cluny : aile Nord et bâtiment annexe.
- ↳ Les structures porteuses horizontales et/ ou verticales des existants ne sont pas modifiées par les travaux neufs.
- ↳ Nature des travaux sur existants :
 - Aménagement : OUI
 - Etanchéité des toitures : OUI
 - L'isolation thermique : OUI / Isolation des murs des façades en intérieur

6-RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES

- ↳ Fondations
 - Fondation en pierres
- ↳ Ossature
 - Charpente bois : OUI
 - Nature des parois : maçonnerie de pierres
 - Nature des planchers : bois sur voutes en pierres
- ↳ Façades
 - Porteuses : OUI
 - Autres : maçonnerie de pierres
- ↳ Menuiseries
 - Bois : OUI
- ↳ Couverture
 - Cuivre pour les descentes et chéneaux
- ↳ Travaux de démolition : OUI
- ↳ Pas de travaux de construction

7-LISTE DES PRINCIPALES ENTREPRISES INTERVENANT SUR LE CHANTIER

NATURE DES TRAVAUX	ENTREPRISES (GROUPEMENTS ET SOUS TRAITANTS)	MONTANT TTC DES TRAVAUX (Montants estimatifs)
MAITRISE D'ŒUVRE Compris MISSIONS SSI Compris BUREAU D'ETUDES	2BDM PROJELEC	332 378 45 960
MISSION CT	ALPES CONTROLE	17 341
OPC	TEAM INGENIERIE	47 400
LOT 1 DÉMOLITION - CURAGE Tranche ferme	EXADEM	92 091
LOT 2 GROS ŒUVRE - MAÇONNERIE - PIERRE DE TAILLE Tranche ferme	DEMARS	247 899
LOT 3 CHARPENTE - COUVERTURE Tranche ferme	PATEU & ROBERT	181 442
LOT 4 MENUISERIES EXTÉRIEURES Tranche ferme	ATELIER SAINT JOSEPH	271 926
LOT 5 CHARPENTE MÉTALLIQUE - SERRURERIE Tranche ferme	SAM	499 665
LOT 6 PLÂTRERIE - MENUISERIES INTÉRIEURES Tranche ferme	BONGLET	587 632
LOT 7 REVÊTEMENTS DE SOLS SOUPLES - FAÏENCES Tranche ferme	REVERSO	72 984
LOT 8 PEINTURE Tranche ferme	BONGLET	127 024

LOT 9 MOBILIERS Tranche ferme	HOUSSARD	60 461
LOT 10 ELEC CFO CFA Tranche ferme	SNEE	222 005
LOT 11 CVC Tranche ferme	ENGO BOURGOGNE	243 313
LOT 12 PLOMBERIE SANITAIRES Tranche ferme	SANICONFORT	195 279

8-PIECES JOINTES EN ANNEXE AU DOSSIER

- ➡ Rapport initial du contrôleur technique
- ➡ Contrat de maîtrise d'œuvre
- ➡ Jeu de plans (coupes, façades, masse, situation)
- ➡ Convention de contrôle technique
- ➡ Cahier des charges des Lots GROS ŒUVRE – FONDATIONS – ETANCHEITE
– COUVERTURE – MENUISERIE

CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES

ASSURANCE « TOUS RISQUES CHANTIER ET RESPONSABILITE DU MAITRE L'OUVRAGE »

**La garantie de l'assureur est accordée dans les conditions prévues aux articles 1
à 2 détaillés ci-après pour autant qu'il en soit fait en mention au CCTP :**

ARTICLE 1

ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER

ARTICLE 2

ASSURANCE RESPONSABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 1

ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER

1.1 ASSURES

Sont considérés comme Assurés :

- Au cours de travaux : le Souscripteur, le Maître de l'Ouvrage, le maître d'œuvre, les bureaux d'études et de contrôle et tous les intervenants à l'opération de construction y compris les sous-traitants,
- Les fournisseurs ou fabricants intervenant directement sur le site pour y réaliser une activité de construction et/ou de montage,
- Au cours des « opérations de maintenance » : Tous les intervenants à l'opération de construction à l'exception du Maître de l'Ouvrage.

Les assurés ont la qualité de tiers entre eux.

1.2 OBJET DE LA GARANTIE

Sont garantis toutes pertes et dommages matériels subis par les biens suivants se trouvant sur le site du chantier dont l'assuré est propriétaire ou dont il en a la garde :

- L'ouvrage objet de l'opération de construction y compris les ouvrages provisoires nécessaires à son exécution,
- Les matériaux, matériels et éléments d'équipements destinés à être incorporés à l'ouvrage, qu'ils soient mis en œuvre ou non, et qu'ils revêtent un caractère provisoire ou non,
- Les locaux provisoires établis sur le chantier de l'opération de construction, ainsi que le mobilier et le matériel se trouvant dans ces locaux,
- Les parties anciennes de la construction existant avant l'ouverture du chantier et situées sur le site du chantier.

Sont notamment garantis :

- Les dommages résultant d'un vol ou d'une tentative de vol,
- Les dommages matériels directs affectant les biens assurés et ayant pour origine l'intensité anormale d'un agent naturel (loi N° 82-600 du 13/07/1982). La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au journal officiel d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle,
- Les dommages ayant pour origine les actes de terrorisme ou des attentats selon l'article 126-2 du code des assurances,
- Les bris affectant les produits verriers faisant partie des biens assurés.

EXTENSIONS DE GARANTIES

- **Les extensions de garanties suivantes seront accordées par l'assureur :**

- Les frais de déblais, de nettoyage, de décontamination et de démolition des biens assurés,
- Les frais de retraitement
- Les frais de transport ainsi que les frais de douane,
- Les frais supplémentaires justifiés par une réfection rapide après sinistre, notamment les frais de transport à grande vitesse, les coûts de main d'œuvre liés notamment aux heures supplémentaires, à l'exécution des travaux de nuit et/ou pendant les jours fériés,
- Les honoraires du conducteur d'opération,
- Les frais de réparation provisoire,
- Les frais de reconstitution de plans et dessins,
- Les frais de révision ou de réglages rendus nécessaires par un dommage garanti,
- Les frais et honoraires d'expert de l'Assuré exposés après un sinistre,
- Les frais et honoraires des maîtres d'œuvre, ingénieurs et experts chargés des études et/ou des missions nécessaires à la reconstruction, reconstitution ou remplacement des biens sinistrés,
- Les frais supplémentaires générés par la location de tout matériel, outils, engins nécessaires à la réparation ou reconstruction des ouvrages sinistrés,
- Les pertes ou dommages subis par tout ou partie de l'ouvrage et provenant de négligences, maladresses ou fausses manœuvres de l'Assuré intervenant sur le chantier au cours de visites qui lui incombent conformément au marché avant et après réception (visites de contrôle, d'entretien ou de réparation),
- Les frais relatifs aux mesures conservatoires rendues nécessaires pour éviter un péril imminent
- Le coût de travaux supplémentaires résultant d'un vice imprévisible du sol,
- En cas de réceptions partielles, les dommages subis par les ouvrages neufs réceptionnés et provenant de parties d'ouvrage pas encore réceptionnées (dommages en répercussion),
- Les pertes financières résultant d'une décision définitive d'annulation du permis de construire non imputable à l'assuré,

- Les dommages aux existants,
- La garantie « maintenance – visite » après travaux,
- Les pertes financières suivantes consécutives à un retard dans la livraison de l'ouvrage consécutif à un sinistre garanti :
 - Les frais supplémentaires d'exploitation
 - Les frais bancaires
 - Les pertes de loyers
 - Les frais de location supplémentaires

EXCLUSIONS

- Les Dommages causés intentionnellement par l'Assuré lui-même ou avec sa complicité, ainsi que ceux provenant d'un fait générateur connu de l'Assuré et dont il n'aurait pas déclaré l'existence à l'Assureur à la date de souscription de la police,
- Les Dommages causés par la cessation totale ou partielle des travaux dans la mesure où les dommages seraient de ce fait inévitables ou lorsque l'Assuré dans ce même cas a manqué de prendre les précautions raisonnables à dire d'expert pour protéger les biens assurés et pour éviter ou diminuer de tels dommages ou frais,
- Les Dommages occasionnés directement ou indirectement soit par les effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur ou d'irradiation, provenant de la transmutation de noyau d'atome et / ou de la radioactivité, soit par les effets de radiations provoqués par l'accélération artificielle de particules,
- Les Dommages occasionnés directement ou indirectement :
 - Par la guerre étrangère : il appartient aux Assurés de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que la Guerre étrangère,
 - Par la guerre civile,
 - Du fait du lock-out,
 - La confiscation ou la destruction par ordre ou décision des autorités civiles ou militaires.
- Tous les frais quels qu'ils soient qui seraient engagés pour rechercher ou supprimer des défauts ou pour rectifier des vices de plans ou pour mettre les biens faisant l'objet des garanties du présent contrat en conformité avec les spécifications techniques du marché ou pour apporter à ces biens une modification ou un perfectionnement quelconque.

Toutefois, restent couverts les dommages matériels causés aux biens objets du marché résultant de ces vices, défauts ou malfaçons y compris la partie viciée elle-même.

- Les Dommages dus à l'usure, la corrosion, l'oxydation, au vieillissement, à la détérioration provenant d'une altération de substance, étant entendu que restent garantis :

- Les dommages extérieurs à la partie directement atteinte par ledit phénomène progressif qui en est à l'origine
 - Les dommages mêmes directs, consécutifs à un événement soudain et imprévu.
-
- Les Dommages causés ou subis par les ouvrages ayant motivé des réserves du Maître d'œuvre ou d'un bureau de contrôle lorsque le sinistre trouve son origine dans la cause même de ces réserves tant que celles-ci n'auront pas été levées si les intéressés n'ont pas apporté la diligence nécessaire à dire d'expert pour réaliser les actions permettant la levée desdites réserves.
 - Les Dommages résultant de réparations provisoires ou de fortune ainsi que ceux résultant de recherches expérimentales,
 - Les pertes ou manquants constatés pendant ou après inventaire,
 - Les dommages de nature esthétique : tags, rayures, ébréchures...,
 - Les dommages à l'ouvrage résultant de l'application des articles 1792 et suivants, et 1792-4-1 du code civil.

ARTICLE 2

ASSURANCE RESPONSABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE (PSE)

2.1 ASSURE

- Le maître d'ouvrage
- Le maître d'ouvrage délégué

2.2 OBJET DE LA GARANTIE

La garantie porte sur les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés aux tiers du fait de l'opération de construction.

Elle devra notamment intégrer les dommages causés aux parties avoisinantes de la construction ainsi que les dommages en cas d'atteintes à l'environnement.

EXCLUSIONS

- Les Dommages occasionnés directement ou indirectement :
 - Par la guerre étrangère,
 - Par la guerre civile,
 - Du fait du lock-out,

- La confiscation ou la destruction par ordre ou décision des autorités civiles ou militaires.
- Les Dommages occasionnés par les tremblements de terre, éruptions volcaniques, raz-de-marée ou autres cataclysmes à caractère catastrophique,
- Les Dommages dus aux effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur ou d'irradiations provenant de la transmutation de noyaux d'atome ou de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules,
- Les dommages causés :
 - Par tous les véhicules terrestres à moteur soumis à l'obligation d'assurance automobile
 - Par tous engins ou véhicules aériens
 - Par tous engins ou véhicules flottants, maritimes fluviaux ou lacustres pour les risques inhérents à la navigation

Dont l'Assuré ou les personnes dont il est civilement responsable ont la propriété, la conduite, la garde ou l'usage.

- Les dommages causés intentionnellement ou résultant de l'inobservation délibérée et grossière des règles de l'art par l'Assuré ou avec sa complicité,
- Les amendes y compris celles qui seraient assimilées à des réparations civiles ainsi que les condamnations pénales,
- Les dommages résultant d'un fait ou d'un événement dont l'Assuré avait connaissance lors de la souscription de la garantie,
- La responsabilité civile incombant personnellement aux préposés salariés ou non de l'Assuré lorsque l'Assuré n'est pas déclaré civilement responsable,
- La responsabilité personnelle des mandataires sociaux,
- Les inconvénients et troubles de voisinage résultant du fonctionnement normal donc non accidentel tels que poussières, fumées, émanations, odeurs, bruits, dégâts de passage, etc...,
- Les dommages à l'ouvrage affectant l'opération de construction de l'Assuré et engageant la responsabilité civile des constructeurs au titre des articles 1642-1, 1646-1 1792 à 1792-6 et 1831-1 du Code Civil,
- Les dommages matériels résultant d'un incendie ou d'une explosion, d'un incendie d'origine électrique ou de l'action des eaux, prenant naissance dans les immeubles ou parties d'immeubles ou leur contenu dont l'Assuré est locataire ou occupant,
- Les réclamations relatives au permis de construire et à leur défaut d'observation, à la non conformité des travaux avec le permis, les règlements et autorisations de voiries

et / ou d'urbanisme et notamment toutes responsabilités encourues directement ou indirectement du fait de travaux entrepris délibérément avant que ne soient obtenus les autorisations administratives nécessaires préalables et spécialement, de démolir, autorisation de division, permis de construire, dans la mesure où les dommages auraient pour cause les faits ayant motivé le refus ou la suspension de ces autorisations,

- Les dommages causés par les ouvrages ayant motivé des réserves du maître d'œuvre ou d'un bureau de contrôle lorsque le sinistre trouve son origine dans la cause même de ces réserves tant que celles-ci n'auront pas été levées si l'Assuré n'a pas apporté la diligence nécessaire à dire d'expert pour réaliser les actions permettant la levée desdites réserves,
- Les dommages susceptibles de donner lieu à application des garanties financières éventuellement dues par l'assuré en vertu des obligations légales ou réglementaires ou résultant de l'absence ou l'insuffisance desdites garanties,
- Les dommages constitués par les indemnités de dédit stipulées à la charge de l'Assuré, ainsi que par toutes indemnités fondées sur l'inexécution d'engagement comportant une garantie personnelle pécuniaire prise par l'Assuré ou toute personne dont il répond, ainsi que les pénalités, astreintes, amendes et les frais et en résultent,
- Les dommages mis à la charge de l'Assuré en vertu d'obligations contractuelles acceptées par lui, dans la mesure où ces obligations excèdent ce qui serait dû en application des dispositions légales ou des usages de la profession,
- Toutes réclamations ou litiges relatifs :
 - Au prix de vente et / ou d'acquisition des immeubles faisant l'objet de l'opération de construction
 - Aux charges d'exploitation et de fonctionnement des immeubles faisant l'objet de l'opération de construction
- Les sommes représentant la restitution totale ou partielle du prix de l'immeuble vendu,
- Les conséquences pécuniaires d'un retard dans l'exécution des travaux ou la livraison de l'ouvrage,
- Toutes conséquences d'atteinte ou de modification de servitudes ou d'environnement dues à l'inobservation délibérée des règles édictées en matière de construction ou d'urbanisme.

DEFINITIONS

Pour l'application des garanties, on entend par :

- **ASSURE :**

La l'ENSAM et/ou toute autre personne désignée au C.C.A.P.

- **ASSUREUR :**

L'assureur auprès duquel a été souscrit le contrat.

- **AUTRUI OU TIERS :**

Toute personne autre que les préposés et salariés de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils peuvent se prévaloir de la législation sur les accidents de travail ou des dispositions statutaires dont ils bénéficient.

- **CODE :**

Le Code des Assurances.

- **PERSONNE MORALE SOUSCRIPTRICE :**

La Personne morale désignée au C.C.A.P. qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à régler les primes.

- **DOMMAGES CORPORELS :**

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

- **DOMMAGES MATERIELS :**

Toute destruction, détérioration, altération ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

- **DOMMAGES IMMATERIELS :**

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne, par un bien, meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice ou d'un revenu et, plus généralement, tout préjudice, pécuniairement estimable, qui n'est ni corporel, ni matériel.

- **EXISTANTS INDIVISIBLES :**

Parties anciennes de la construction existant avant les travaux sur, sous ou dans lesquels sont exécutés les travaux faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, ils en deviennent techniquement indivisibles (leur dépose, leur démontage ou leur remplacement ne peuvent s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage).

- **EXISTANTS NON INDIVISIBLES :**

Parties anciennes de la construction existant avant l'ouverture du chantier, sur, sous ou dans laquelle sont exécutés les travaux de construction qui ne sont pas totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et / ou en sont techniquement divisibles

- **FAIT GENERATEUR :**

L'acte, l'action, l'inaction de l'assuré, le fonctionnement, le non fonctionnement, le mauvais fonctionnement d'un service géré par l'assuré et, plus généralement, tout fait ou événement à l'origine du sinistre.

- **FRANCHISE :**

La part du préjudice restant à la charge de l'assuré dans le règlement d'un sinistre.

- **INDICE :**

L'indice du prix de la construction publié par la Fédération Française du Bâtiment (FFB), ou à défaut par l'organisme qui lui serait substitué

- **X FOIS L'INDICE :**

x fois la valeur en euros du dernier indice FFB publié au jour du sinistre.

- **OBJETS CONFIES :**

Biens meubles appartenant à des tiers, confiés à l'Assuré, pour leur garde, exposition, entrepôt, travaux de toute nature (sauf utilisation pour les besoins propres de l'Assuré).

- **SINISTRE :**

Toutes les conséquences dommageables d'un même événement ou fait générateur susceptible d'entraîner l'application de la garantie demandée. Constituent un seul et même sinistre, les réclamations ayant pour origine un même événement.

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

L'assureur accepte dans leur intégralité les dispositions prévues aux conditions générales de garanties

Les clauses ci-après viennent compléter ou modifier, pour ce qu'elles ont de différent, les dispositions des conditions générales de garanties

ARTICLE 1

NOTION D'ASSURE

Les assurés sont désignés aux articles 1 et 2 des conditions générales de garanties.
Il est entendu que l'Etat et l'ENSAM, « affectataire », bénéficient de la qualité d'assurés pour l'application des garanties

ARTICLE 2

NATURE – MONTANTS DES GARANTIES - FRANCHISE

La garantie s'exercera de la manière suivante :

- Une formule de base détaillée à l'article 1 des conditions générales de garanties
- Une prestation supplémentaire éventuelle figurant à l'article 2 des conditions générales de garanties

SOLUTION DE BASE

ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER (ART 1 DES CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES)

Coût estimatif TTC de l'opération (honoraires compris) et montant de la garantie sollicitée :
3 105 693 €

Sous-limitations particulières :

- Vice imprévisible du sol : 1 000 000 € par sinistre
- Péril imminent – mesures conservatoires : 600 000 € par sinistre
- Heures supplémentaires – location de matériels – frais de transport à grande vitesse : 30 % du montant du sinistre dans la limite de 1 000 000 €
- Honoraires d'expert : 100 000 € par sinistre
- Frais de reconstitution de plans et dessins : 100 000 € par sinistre
- Les frais de déblais, de nettoyage et de démolition : 30 % du montant du sinistre dans la limite de 1 000 000 €
- Dommages aux existants : 500 000 € par sinistre

Franchise par sinistre : 4000 €

PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE

ASSURANCE RESPONSABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE (ART 2 DES CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES)

Montant de la garantie par sinistre : 5 000 000 €

**Franchise par sinistre : Néant pour tout dommage corporel
1 500 € pour tout dommage matériel**

ARTICLE 3

PROLONGATION DE LA GARANTIE

Il est convenu que la garantie demeurera acquise pendant une période maximum de 2 mois au delà de la période prévisionnelle de réception et/ou de livraison, et ce gratuitement.

Au-delà de cette période de 2 mois, il sera perçu une surprime calculée « prorata temporis » sur la base de la cotisation initiale proposée par l'assureur.

ARTICLE 4

PRISE D'EFFET DES GARANTIES

L'assureur s'engage, dans son offre, à considérer comme date d'ouverture du chantier le commencement effectif des travaux confiés aux différents intervenants à l'opération de construction.

Le commencement effectif des travaux est entendu comme incluant la phase de préparation du chantier et/ou la date de livraison des matériaux et biens divers sur le site.

La prise d'effet des garanties et le décompte de la cotisation se fera à la date d'ouverture du chantier ainsi définie.

ARTICLE 5

DISPOSITIONS DIVERSES

Il est entendu que l'assiette de tarification provisionnelle est éventuellement appelée à être modifiée (attribution partielle des lots, ajustement des marchés...).

Le candidat devra prendre l'engagement de ne pas faire varier les taux de prime proposés dans l'acte d'engagement en fonction du montant des marchés faisant l'objet d'une attribution ultérieure.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

PROCEDURE ADAPTEE

Selon les articles R. 2123-1 et R. 2123-4 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1

OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2

COLLECTIVITE SOUSCRIPTRICE

ARTICLE 3

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 4

PRESENTATION DE LA CONSULTATION

ARTICLE 5

PRISE D'EFFET DU MARCHE – DUREE – RESILIATION

ARTICLE 6

DETERMINATION DU PRIX DU MARCHE

ARTICLE 7

PAIEMENT DES PRIMES / ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

ARTICLE 8

ETABLISSEMENT DU CONTRAT

ARTICLE 9

SINISTRES

ARTICLE 10

PROTECTION DES DONNEES

ARTICLE 1

OBJET DE LA CONSULTATION

L'ENSAM procède à une consultation en vue de mettre en place un contrat d'assurance « TOUS RISQUES CHANTIER et RESPONSABILITE DU MAITRE DE L'OUVRAGE » destiné aux TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA RESIDENCE UNIVERSITAIRE A CLUNY.

ARTICLE 2

COLLECTIVITE SOUSCRIPTRICE

ENSAM

Représentée par son Directeur en exercice

151 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75 013 PARIS

ARTICLE 3

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Les conditions générales de garanties
- Le descriptif de l'opération
- Le code des Assurances

ARTICLE 4

PRESENTATION DE LA CONSULTATION

Règlement général de la consultation

Le soumissionnaire devra respecter les dispositions contenues dans ce document qui fait partie intégrante du dossier de consultation.

Contrat en cours

La l'ENSAM n'est pas titulaire d'un contrat garantissant totalement ou partiellement les risques mentionnés à l'article 1 du C.C.A.P.

🔗 Éléments d'appréciation

L'Assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante du risque présenté par la l'ENSAM et reçu tous les éléments d'information nécessaires à l'établissement d'un projet de contrat, en adéquation avec les préconisations du présent cahier des charges.

Il s'engage aussi à vérifier et à considérer comme valides, au moment de son offre, les pièces remises par le maître de l'ouvrage.

En cas de sinistre, l'Assureur renonce à se prévaloir d'une erreur dans la nature et/ou la désignation des risques

ARTICLE 5

PRISE D'EFFET DU MARCHÉ – DUREE – RESILIATION

🔗 Prise d'effet du marché - durée des garanties « TOUS RISQUES CHANTIER » définies aux article 1 des conditions générales de garanties :

La période de garantie **commence** après le premier déchargement sur le site du chantier et se termine à la date de réception des travaux avec prolongation gratuite de 2 mois à compter de la réception prévisionnelle selon l'article 3 du CCTP ; en cas de réceptions multiples, la période de garantie se termine aux dates de réceptions partielles.

🔗 Prise d'effet du marché - durée de la garantie « RESPONSABILITE CIVILE DU MAITRE DE L'OUVRAGE » définies à l'article 2 des conditions générales de garanties :

La période de garantie **commence** à compter de la prise d'effet et se termine à la date de réception des travaux ; en cas de réceptions multiples, la période de garantie se termine aux dates des réceptions partielles.

Les sinistres survenant pendant la période de garantie seront pris en compte jusqu' à l'expiration du délai subséquent qui s'écoule à compter de la date de résiliation ou de l'expiration de la garantie selon les dispositions de l'article L 124 5 du code des assurances.

La prise d'effet du marché d'assurance est fixée à la date de signature du contrat, et produit ses effets dès la date d'ouverture du chantier. Les mêmes conditions sont applicables à tout avenant.

🔗 Résiliation

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements mentionnés dans le Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-4 ou D 8222-8 du Code du travail conformément au Code de la Commande Publique (pièces à produire par les candidats), la résiliation du marché se fera aux torts exclusifs du co-contractant de la personne publique.

ARTICLE 6

DETERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ

➡ Le cahier des charges

L'Assureur est considéré comme ayant accepté dans son intégralité l'ensemble des clauses et conditions de l'ensemble des pièces du Cahier des Charges.

➡ La Tarification

Elle sera proposée distinctement pour la Formule de base et pour la prestation supplémentaire éventuelle.

Elle sera déterminée pour la durée du marché par :

- Un taux provisionnel exprimé en pourcentage H.T. et T.T.C appliqué sur le coût total estimatif TTC du chantier, honoraires compris
L'Assureur devra faire apparaître la prime H.T. et T.T.C. Totale
- Un ajustement exprimé en pourcentage HT et TTC appliqué sur le décompte définitif TTC des travaux et des honoraires
Il ne pourra être supérieur au taux provisionnel.

L'Assureur devra faire apparaître la prime HT et TTC totale.

ARTICLE 7

PAIEMENT DES PRIMES / ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Les primes du contrat devront être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renonçant à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote des crédits).

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Le numéro et la date du marché,
- La désignation de la prestation exécutée,
- Le prix net H.T. de chaque prestation,
- Le taux et le montant des taxes en vigueur,
- Le montant total T.T.C. des prestations exécutées.

Les entreprises concernées par l'obligation de transmission de factures électroniques, en application de l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, devront désormais déposer leur facture sur le portail Chorus Pro, via le lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Il est rappelé que **l'utilisation du portail Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission.**

Pour l'utilisation du portail Chorus Pro, le titulaire devra s'assurer être en possession des éléments suivants :

- le n° de SIRET du budget concerné,
- le n° du bon de commande émis par la L'ENSAM,
- le code service émetteur du bon de commande.

Le délai global de paiement est fixé selon les articles L. 2192-10 et L. 2192-12 à L. 2192-15 du Code de la Commande Publique. Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est le taux en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir : un seul taux s'applique pour toute la durée du marché

ARTICLE 8

ETABLISSEMENT DEFINITIF DU CONTRAT

Obligations à la charge de l'assureur

L'assureur s'oblige à signaler à l'assuré par écrit recommandé avec AR et ce dans le mois qui suit la date de réception définitive des travaux, toute pièce manquante requise par lui et conditionnant la mise en œuvre de la garantie (attestations de responsabilité décennale, procès-verbaux de réception, documents et études diverses).

Obligations à la charge de l'assuré

L'assuré s'engage à informer l'assureur dès qu'il en a connaissance par écrit recommandé avec AR, de la date de réception des travaux.

L'assuré s'engage à fournir les pièces demandées par l'assureur dans sa proposition et conditionnant la mise en œuvre de la garantie (attestations de responsabilité décennale, procès-verbaux de réception, documents et études diverses).

ARTICLE 9

SINISTRES

Dès l'ouverture d'un dossier sinistre, l'Assureur s'engage à tenir régulièrement l'assuré informé du déroulement des opérations et du suivi de la réclamation.

➡ Obligations à la charge de l'assuré

- Intervenir pour en limiter les conséquences, en prenant éventuellement toutes mesures conservatoires et préventives en accord avec l'Assureur
- Le déclarer de manière circonstanciée à l'Assureur dans les 5 jours suivant la date à laquelle il en a eu connaissance, sauf cas fortuit ou force majeure
- La déclaration de sinistre devra comporter au moins les éléments suivants :
 - Le numéro de la police d'assurance
 - Le nom du propriétaire de l'ouvrage objet de la garantie
 - L'adresse de la construction endommagée
 - La date d'apparition des dommages ainsi que leur description et leur localisation
- Communiquer à l'Assureur dans les 48 heures toute pièce de procédure reçue par lui
- Justifier de l'existence et de la valeur des biens sinistrés.

➡ Obligations à la charge de l'assureur

Verser l'indemnité dans les délais et selon la procédure prévue par le Code des Assurances.

➡ Expertise

L'expertise sera diligentée dans les conditions prévues par le Code des Assurances.

ARTICLE 10

PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché d'assurance, les données à caractère personnel seront traitées par l'Assureur. En tant que responsable de traitement, l'Assureur s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Fait, le...

Signature :

ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

ENSAM

LOT N°2

ASSURANCE

**« TOUS RISQUES CHANTIER ET RESPONSABILITE DU MAITRE
D'OUVRAGE »**

**Destiné aux TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA
RESIDENCE UNIVERSITAIRE A CLUNY.**

A C T E D ' E N G A G E M E N T

Procédure adaptée selon les articles R. 2123-1 et R. 2123-4 du Code de la Commande Publique

Partie réservée à l'administration

➡	Date du marché	:
➡	Montant	:
➡	Imputation	:

Représentant du Pouvoir adjudicateur :

Monsieur le Directeur de l'ENSAM

Ordonnateur :

Monsieur le Directeur de l'ENSAM

Comptable public assignataire des paiements :

Trésorerie Principale de l'ENSAM

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

Monsieur le Directeur de l'ENSAM

D'une part,

Et

La Compagnie d'assurances :

Qui, par mandat du

A donné mission de (décrire l'étendue des missions) :

A l'intermédiaire ci-après dénommé

Agissant en qualité de	Courtier ou Agent*	Représentant la compagnie d'assurances :
Nom et raison sociale		
Adresse		
Téléphone Fax : Courriel :		
N°d'Inscription au registre du commerce de :		
Immatriculation Siret :		
Code APE		

***barrer la mention inutile**

Désigné dans ce qui suit sous le vocable « l'assureur »

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

ENGAGEMENT DE L'ASSUREUR

L'assureur s'engage :

- après avoir pris connaissance et accepté sans modification le **C.C.A.P.** joint et les documents suivants : **C.C.T.P., CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES et DESCRIPTIF DE L'OPERATION** - qui constituent le cahier des charges, sous la forme d'un contrat d'assurances,
- après avoir fourni les documents des articles R. 2143-3 à R. 2143-16 du Code de la Commande Publique

À exécuter dans leur intégralité l'ensemble des clauses et conditions définies au cahier des charges.

L'offre ainsi présentée ne le lie toutefois que si son acceptation lui est notifiée dans un délai de **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixées par le règlement de consultation.

ARTICLE 2

DUREE DU MARCHÉ

- Prise d'effet : selon l'article 5 du CCAP approuvé
- Durée : selon l'article 5 du CCAP approuvé

ARTICLE 3

TARIFICATION – APERITION

3.1 TARIFICATION FORMULE DE BASE : « ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER »

SOLUTION DE BASE

COUT TTC ESTIMATIF DE L'OPERATION :

3 105 693 € (voir CCTP et descriptif de l'opération)

	HT	TTC
TAUX		
PRIME		

Prime TTC exprimée en toutes lettres :

A remplir impérativement par le candidat :

Durée de l'extension gratuite de garantie à compter de la date prévisionnelle de fin des travaux : Mois

PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE

PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE	MONTANT DE GARANTIE	TAUX		PRIME	
		HT	TTC	HT	TTC
RESPONSABILITE DU MAITRE DE L'OUVRAGE (ART 2 DES CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES)	5 000 000 €				

Prime TTC exprimée en toutes lettres :

3.3 APERITION

- Compagnie apéritrice :
- Pourcentage d'apéritition :
- Co-assurance éventuelle :

ARTICLE 4

OBSERVATIONS PAR RAPPORT AU DCE

Observations éventuelles devant faire l'objet, en annexe d'une énumération précise.

Nombre d'observations :

Dans le cas où vous joignez vos conditions générales et des pièces annexes, veuillez IMPERATIVEMENT renseigner le tableau suivant

CONDITIONS GENERALES	OUI	NON
• Vos conditions générales complètent-elles les dispositions du cahier des charges ?		
• Dans ce cas :		
▪ La clause la plus favorable s'applique-t-elle ?		
▪ Les exclusions de vos conditions générales non prévues dans notre cahier des charges se rajoutent-elles ?		
PIECES ANNEXES	OUI	NON
• Vos pièces annexes complètent-elles les dispositions du cahier des charges ?		
• Dans ce cas :		
▪ La clause la plus favorable s'applique-t-elle ?		
▪ Les exclusions de vos pièces annexes non prévues dans notre cahier des charges se rajoutent-elles ?		

ARTICLE 5

PAIEMENT

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché par mandatement au crédit du compte suivant :

Titulaire du compte				
Domiciliation				
Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB	FR
IBAN				
BIC				

(Joindre impérativement le relevé d'identité bancaire)

Fait à , le
Mention manuscrite « Lu et approuvé »
Le candidat

CHOIX DE L'ENSAM

LOT N°2

**ASSURANCE « TOUS RISQUES CHANTIER et RESPONSABILITE DU MAITRE DE L'OUVRAGE »
APPLICABLE AUX TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA RESIDENCE UNIVERSITAIRE A
CLUNY**

FORMULES	TAUX		PRIME	
	HT	TTC	HT	TTC
Formule de base				
Prestation supplémentaire éventuelle				

LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre
Pour valoir acte d'engagement

A, le.....

DATE DE NOTIFICATION AU TITULAIRE :

**Il est demandé au candidat retenu après réception de la présente acceptation de faire
parvenir à la l'ENSAM une note de couverture.**

ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT

Cette annexe constitue un élément de l'offre et doit être obligatoirement remplie et détaillée de façon circonstanciée. Elle sera le seul élément d'appréciation, les candidats sont invités à ne pas faire de renvoi à un quelconque document (mémoire technique notamment). Seule cette annexe sera contractuelle.

GESTION DE LA VIE DU CONTRAT ET DÉCLARATION DES SINISTRES

➤ Modalité de gestion des dossiers

Gestionnaire dédié, responsable de l'ensemble de la gestion du contrat et des relations avec la L'ENSAM :

Délai moyen de réponse à une demande de renseignement : jours

L'assureur ou son mandataire s'engage-t-il à se déplacer, sur demande de l'assuré, pour la mise au point définitive du contrat ?

OUI / NON

L'assureur ou son mandataire assiste-t-il l'assuré dans la récupération et la vérification des attestations de responsabilité décennale ?

OUI / NON

Si oui, de quelle manière :

Mémoire de gestion joint ?

OUI / NON

L'assureur retenu subordonne-t-il l'émission de son contrat à des réponses demandées dans un questionnaire complémentaire ?

OUI / NON

➤ Modalité de gestion des sinistres

Délais moyens et modalités d'instruction des sinistres :

➤ Délai moyen d'accusé réception : jours

➤ Limitation des frais d'expertise par année

OUI / NON

➤ Limitation des frais d'expertise par montant

OUI / NON

➤ Limitation du nombre d'expertises par année

OUI / NON

L'assureur s'oblige-t-il à signaler à l'assuré par écrit recommandé avec AR et ce dans le mois qui suit l'information de la date de réception définitive des travaux, toute pièce manquante requise par lui et conditionnant la mise en œuvre de la garantie (attestations de responsabilité décennale, procès-verbaux de réception, documents et études diverses) ? :

OUI / NON

L'assureur ou son mandataire s'engage-t-il, sur la demande de l'assuré, à se déplacer en cas de sinistre ? :

OUI / NON

En cas de désaccord sur la prise en charge des désordres, l'assureur s'oblige-t-il, sur demande de l'assuré, à organiser une réunion entre toutes personnes autorisées, chaque partie conservant à sa charge les frais générés par cette réunion ? :

OUI / NON

Mémoire de gestion joint ? :

OUI / NON

Fait à, le

Signature du représentant de la compagnie